ASSEMBLÉE NATIONALE

5 novembre 2024

PLF POUR 2025 - (N° 324)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° II-1494

présenté par

Mme Jourdan, M. Cernon, M. Ott et Mme Pochon

ARTICLE 42**ÉTAT B****Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales »**

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité
--

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	0	5 000 000
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	0	0
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	0	0
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	0	0
Fonds de soutien aux pépinières et aux entrepreneurs de travaux forestiers (ligne nouvelle) <i>(ligne nouvelle)</i>	5 000 000	0
TOTAUX	5 000 000	5 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

En principe, le plan de renouvellement forestier, financé par l'action 29.06 "soutien au renouvellement forestier" doit permettre le renouvellement de 10% de la forêt française - soit environ 1,6 millions d'hectares sur les 10 prochaines années ou encore 160 000 hectares par an.

Pourtant, dans un rapport de mars 2023, la Cour des Comptes a relevé que certaines interventions du fonds d'aide au renouvellement de France Relance ne répondent pas directement à des objectifs d'adaptation des forêts ; dans un rapport datant de mars 2022, l'association Canopée a ainsi montré que de nombreux projets de reboisements financés par le plan de relance étaient associés à des coupes rases abusives.

Pour 2025, le gouvernement propose d'augmenter les fonds du plan de renouvellement, pour atteindre 195 301 658 € en crédits de paiement. Au-delà des remarques formulées par la Cour des Comptes et les associations de protection de l'environnement, cette augmentation se heurte à un facteur limitant majeur : la disponibilité en plants de feuillus. Selon les calculs de l'association Canopée, la disponibilité en plants permet d'utiliser 78 Millions d'euros dans le cadre du plan de renouvellement, ce qui correspond aux montants utilisés au cours des années passées.

Le présent amendement minore donc les crédits de l'action 29.06 "soutien au renouvellement forestier" à hauteur de 5 millions d'euros en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, et redirige ces crédits vers un fonds de soutien aux pépinières et aux entrepreneurs de travaux forestiers.

Les entreprises de travaux forestiers rencontrent des difficultés pour recruter, investir et s'adapter aux nouvelles normes environnementales.

Il est donc indispensable de les soutenir, notamment en accompagnant des démarches collectives innovantes ou les aidant à acquérir du matériel permettant de réaliser des travaux ou d'exploiter du bois sans dégrader les sols forestiers.

C'est l'objet de l'appel à manifestation d'intérêt « Exploitation forestière et sylviculture performantes et résilientes » (ESPR) qui est géré par l'ADEME pour le compte du ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de la Forêt.

Nous proposons de maintenir 5 millions d'euros pour ce programme, permettant notamment de favoriser l'acquisition de matériel permettant de réduire les impacts sur les sols forestiers.